



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires
Service Eau et Risques
Unité Ressources en Eau et Milieu Aquatique**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 32-2023-03-10-00007
portant prescriptions-complémentaires à déclaration relatives
à la création d'un plan d'eau au lieu-dit "En Saubarian "
appartenant à Monsieur Guillaume JOLY
COMMUNE DE SAINT-GEORGES

Le préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code civil ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-2 et L.211-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 février 2018 modifié relatif la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 juin 2021 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} Juillet 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027 ;

Vu l'arrêté délivrant l'autorisation unique pluriannuelle à l'organisme unique de gestion collective Neste et rivières de Gascogne sur le périmètre Neste et rivière de Gascogne au titre du code de l'environnement ;

Vu le plan annuel de répartition en vigueur proposé par l'organisme unique de gestion collective Neste et rivières de Gascogne sur le périmètre Neste et rivières de Gascogne au titre du code l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 32-2019-11-08-003 du 08 novembre 2019 relatif à la lutte contre les ambrosies et prescrivant les mesures destinées à prévenir l'apparition de l'ambrosie à feuille d'armoïse (*Ambrosia artemisiifolia*), de l'ambrosie à épis lisses (*Ambrosia psilotachya*) et de l'ambrosie trifide (*Ambrosia trifida*) et à lutter contre leur prolifération ;

Vu le dossier de déclaration déposé au service de l'eau et des risques de la direction départementale des territoires le 7 juin 2022, complété le 16 janvier 2023 relatif à la création d'un plan d'eau situé au lieu-dit « En Saubarian » sur la commune de Saint-Georges, par Monsieur Guillaume JOLY, enregistré sous le numéro 32-2022-00198;

Vu l'avis favorable de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) Neste et rivières de Gascogne en date du 27 juin 2022, en application de l'article R211-112 3° du code de l'environnement ;

Considérant

qu'un ouvrage en déblai n'est pas soumis aux dispositions relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques autorisés ou déclarés, en application des articles R.214-112 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que ce projet a pris suffisamment en compte les impacts prévisibles sur les milieux aquatiques et que le pétitionnaire s'est engagé à mettre en œuvre les mesures qui permettront de réduire ou de compenser les inconvénients générés ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que les ambrosies mentionnées à l'article D1338-1 du code de la santé publique sont des plantes invasives et néfastes pour la santé publique, et que la lutte contre les ambrosies doit s'opérer de manière préventive afin d'éviter l'installation de la plante, mais aussi curative en cas de présence de celles-ci,

Considérant que le pétitionnaire a émis un avis favorable au projet d'arrêté qui lui a été soumis le 28 février 2023 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

TITRE 1. OBJET DE L'ARRÊTÉ

Article 1 - Bénéficiaire de l'autorisation

Le pétitionnaire, Monsieur Guillaume JOLY, est autorisé à réaliser un plan d'eau à usage d'irrigation situé au lieu dit "En Saubarian" sur la commune de Saint-Georges, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Il est dénommé ci-après « l'exploitant ». Le plan d'eau est déclaré.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques de la nomenclature du code de l'environnement concernées sont les suivantes:

Rubrique	Intitulé	Régime
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure ou égale à 0,1 ha et inférieure à 3 ha	Déclaration Arrêté du 9 juin 2021

L'arrêté de prescriptions générales annexé doit être respecté.

Article 2 - Localisation, description et caractéristiques des ouvrages

Article 2.1 - Localisation du plan d'eau

Le plan d'eau est implanté au lieu-dit « En Saubarian », commune de Saint-Georges Section ZC parcelle n° 53 et section ZD parcelles n°38 et 66.

Article 2.2 - Descriptif de la retenue

Type En déblai
Coordonnées en mètre, référentiel Lambert III (RGF93) du plan d'eau :	
X : 531 802
Y : 6 295 043
Volume d'eau de la retenue 2 500 m ³
Surface de la retenue au niveau normal 2 500 m ²
Pente des berges:..... 30 %
Niveau altimétrique du terrain naturel TN 155,30 m NGF
Profondeur de la retenue 1,90 m

Les dispositions techniques ci-dessus relatives à la retenue correspondent au dimensionnement communiqué par le pétitionnaire dans le dossier susvisé. La compatibilité de ces caractéristiques techniques avec la protection des biens et des personnes en aval de l'ouvrage reste sous la responsabilité de l'exploitant.

Article 2.3 - Remplissage de la retenue

Remplissage de retenue par ruissellement : Bassin versant de 22 ha.

Article 2.4 - Dispositif d'évacuation de crues

L'ouvrage est en déblai, implanté en continu d'un écoulement non pérenne existant en amont. L'extrémité aval de ce fossé est équipée d'une buse béton permettant son franchissement.

Une buse annelée est installée en aval de la retenue et raccordée à la buse béton existante.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS, MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT EN PHASE CHANTIER ET EN EXPLOITATION

Les travaux et ouvrages sont exécutés sous la responsabilité pleine et entière du bénéficiaire de l'autorisation en ce qui concerne les dispositions techniques, leur mode d'exécution, le respect des engagements figurant dans le dossier et des prescriptions suivantes.

Des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de compensation sont mises en œuvre et détaillées dans les articles suivants :

- Bandes enherbées, végétation arbustive et arboré ;
- Mesures spécifiques au maintien de la vie aquatique.

Article 3 - Bandes végétalisées

Afin de limiter l'arrivée d'intrants et de matériaux issus de l'érosion des sols dans le plan d'eau à l'origine d'envasement futur, une bande tampon enherbée de 5 mètres minimum, incluant de la végétation arborée et arbustive constituée d'espèces locales, est mise en place autour de la pièce d'eau.

Article 4 - Mesures spécifiques au maintien de la vie aquatique et semi-aquatique

Le plan d'eau n'a pas vocation à être empoisonné par l'exploitant. Toutefois, en application de l'article L.211-1 du code de l'environnement, la préservation des écosystèmes aquatiques et semi-aquatiques est de la responsabilité de l'exploitant dès lors qu'ils se sont développés dans le plan d'eau. Il adapte la gestion de son plan d'eau aux conditions climatiques notamment en période estivale. Ainsi, il est dans l'obligation de prévenir notamment tout phénomène de mortalité piscicole dans son plan d'eau. Tout incident doit faire l'objet d'une information immédiate du service en charge de la police de l'eau (05-61-62-53-37 et ddt-lacs@gers.gouv.fr) et de l'office français de la biodiversité (OFB) (sd32@ofb.gouv.fr).

Article 5 - Prescriptions préalables à la réalisation des travaux

Le pétitionnaire établit à ses frais, en préalable au démarrage du chantier :

- un programme détaillé et actualisé des interventions susceptibles de porter atteinte à la qualité des milieux naturels, y compris les conditions de repli des installations de chantier.

Ce programme précise la localisation des installations de chantier et intègre notamment le schéma et le plan d'intervention de chantier. Il détaille la procédure à suivre et les moyens d'intervention pour le cas de pollution accidentelle.

La procédure de gestion des pollutions accidentelles doit s'appuyer notamment sur les principes suivants :

- neutralisation de la pollution,
- traitement de la pollution,
- remise en état des milieux et ouvrages atteints,
- organismes et personnes à contacter :
 - le service en charge de la police de l'eau au 05-61-62-53-37 et à ddt-lacs@gers.gouv.fr
 - l'office français de la biodiversité (OFB) à sd32@ofb.gouv.fr
 - prévenir immédiatement la gendarmerie nationale (17) et les pompiers (18).

- Une démarche de type « chantier propre » est mise en place au niveau du site. Celle-ci se traduit par :
 - la réduction et la valorisation des déchets en mettant notamment en place le tri et l'élimination des déchets par famille de produit,
 - la limitation des nuisances sonores et visuelles,
 - la planification correctement l'ensemble des tâches en limitant le trafic lié aux camions de livraison,
 - la limitation toute forme de pollution de l'eau, de l'air et des sols,
 - le nettoyage des engins avant et après intervention pour limiter le risque de dispersion d'espèces végétales invasives.
- Le planning d'exécution des travaux.

Le service eau et des risques (SER) de la direction départementale des territoires est tenu informé de toute modification du planning selon l'avancement des travaux.

L'ensemble de ces documents est transmis au service eau et des risques (SER) de la direction départementale des territoires (DDT) au minimum un mois avant le début des travaux.

L'exploitant a obligation à informer **de la date de démarrage du chantier, au moins 8 jours avant le début des travaux**, le service eau et risques de la DDT (ddt-lacs@gers.gouv.fr) et le service départemental de l'Office français de la Biodiversité (sd32@ofb.gouv.fr).

Article 6 - Prescriptions en phase chantier

Pendant la durée des travaux, tout apport au milieu aquatique de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, est proscrit. Le pétitionnaire prend toutes les dispositions nécessaires à cet égard.

L'exploitant est tenu, jusqu'à la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance de l'ouvrage, de l'installation ou du chantier, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

Article 6.1 - Installations de chantier, parc de stationnement, stockage de matériaux et des produits polluants

Les installations de chantier, le parc de stationnement, l'aire de maintenance des engins de chantier ainsi que les stockages de matériaux sont implantés à 50 m minimum des berges du plan d'eau.

Les zones de stockage des carburants, des huiles, des liants, des déchets et sous-produits ou autres polluants, le parc de stationnement et les zones d'entretien et de ravitaillement des engins sont étanchées, ceinturées par des fossés étanches et les produits sont évacués par des process de traitement agréés. La signalétique du chantier précise les interdictions en matière d'entretien et d'approvisionnement des engins en zone sensible.

Article 6.2 - Bétonnage

Toutes les opérations de bétonnage sont effectuées en situation de confinement sur sol imperméabilisé. Les laitances ou eaux de lavage de béton et d'exhaure des fouilles sont récupérées et acheminées dans un dispositif de décantation et de traitement aménagé en dehors du site.

Le rinçage des toupies est réalisé uniquement hors chantier et sur les installations du fournisseur.

Article 6.3 - Eaux usées

Les eaux usées du chantier sont collectées dans un réservoir étanche en vue d'un traitement spécialisé hors du site.

Article 6.4 - Intervention d'urgence

En cas d'incident lors des travaux, le pétitionnaire doit immédiatement interrompre les travaux, intervenir sur l'origine de l'incident provoqué, prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les effets de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux, et afin d'éviter qu'il ne se reproduise.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé immédiatement au service eau et risques de la DDT conformément à la procédure de gestion des pollutions accidentelles établie préalablement aux travaux, et fait l'objet d'un

rapport qui lui est adressé. Ce rapport dégage les causes supposées de l'incident ou de l'accident de façon argumentée, indique les dispositions prises pour y remédier et pour éviter son renouvellement.

L'emplacement et le fonctionnement des dispositifs de protection sont décrits dans le schéma et dans le plan d'intervention. Les points d'intervention possibles pour arrêter une pollution accidentelle sont signalés pour être facilement repérables par les personnels. Les délais d'intervention sont précisés dans les documents.

Des kits de dépollution sont placés dans les véhicules et bases de chantier.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et sont soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

Article 6.5 - Lutte contre les espèces exotiques envahissantes

En cas de doute, le pétitionnaire contacte obligatoirement les prestataires suivants au préalable de toute action. Le cas échéant, les prescriptions propres à chaque espèce identifiée et édictées par ces organismes sont respectées:

- concernant la flore : le Conservatoire Botanique National des Pyrénées et Midi-Pyrénées (CBNPMP),
- concernant la faune : le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie.

Dans tous les cas, les prescriptions suivantes sont respectées:

- nettoyer soigneusement le matériel utilisé entrant et sortant du chantier, pour éviter l'introduction involontaire (de graines, plants, résidus de coupe / d'individus, d'œufs ou de larves) d'un site à l'autre: engins de travaux, de coupes (pelles mécaniques, épareuse, tronçonneuses, sécateurs...), équipements (bottes, barques, épauzettes...) et matériaux exportés (déblais...);
- éviter d'altérer les milieux naturels existants (passage d'engins, dépôt de remblais, destruction de ripisylves, terre mise à nu...) car ces espèces s'y développeront alors plus facilement;
- éviter d'utiliser des méthodes de gestion non adaptées aux espèces exotiques envahissantes ciblées (piégeage, traitements chimiques...) car cela impacte aussi les espèces locales et/ou protégées qui peuvent concurrencer et limiter le développement des espèces invasives.

Article 6.6 - Fin de chantier - remise en état des lieux

Le site est débarrassé de toutes installations de chantier, de matériels et des matériaux en excédent, et nettoyé de toute trace du chantier.

Article 6.7 - Certificat d'achèvement

L'exploitant transmet au service en charge de la police de l'eau le certificat d'achèvement des travaux **au plus tard 8 jours après la fin de travaux.**

En retour, il reçoit le numéro d'identification du plan d'eau tel qu'enregistré par les services en charge de la police de l'eau.

Article 6.8 - Récolement

Le titulaire de l'autorisation établit à ses frais un dossier de récolement, dont il adresse un exemplaire, **au plus tard un mois après la date de fin de travaux indiqué au certificat d'achèvement**, au service en charge de la police de l'eau.

Le dossier est composé comme suit :

- d'une vue en plan géo-référencé en X, Y et Z, présentant l'ensemble des ouvrages exécutés côtés, précisant la surface du plan d'eau à l'altitude du seuil déversant. Le document numérique compatible QGIS et/ou un exemplaire papier sont remis au service eau et risques de la DDT. Le format compatible QGIS est en système de coordonnées de référence RGF93-Lambert 93, EPSG:2154. ;
- des courbes de niveau et points topographiques ;
- d'une coupe en travers cotée de la partie en déblai ;
- des courbes hauteur-volume d'eau.

L'exploitant transmet, conjointement au dossier de récolement, un compte rendu de chantier retraçant le déroulement des travaux ainsi que toutes les mesures prises afin de respecter les prescriptions fixées.

Article 7 - Prescriptions en phase exploitation

Le titulaire de l'autorisation est responsable de la surveillance et de l'entretien des ouvrages décrits dans le présent arrêté.

Article 7.1 - Prélèvement

Les prélèvements pour le remplissage du plan d'eau dans la nappe d'accompagnement et ceux dans le plan d'eau pour l'irrigation ne sont pas autorisés par le présent arrêté. Les demandes d'autorisation correspondantes sont sollicitées auprès de l'organisme unique de gestion collective (OUGC) "Neste et Rivières de Gascogne" selon la procédure prévue par l'autorisation unique pluriannuelle.

L'ensemble des obligations d'information à la charge de l'irrigant est listé dans l'autorisation unique pluriannuelle et dans le plan de répartition pluriannuel en vigueur et doit être respecté.

Article 7.2 - Entretien et surveillance de l'ouvrage

Le titulaire de l'autorisation est le garant de la conservation et du maintien de l'ouvrage dans un bon état de service. Il assure un accès permanent et sécurisé à l'ouvrage.

L'entretien de la végétation est effectué à une fréquence au moins annuelle. Seul un entretien mécanique sans utilisation de produit chimique est autorisé. Il assure le maintien pérenne de la végétalisation des berges avec entretien sélectif et alterné. Toute coupe à blanc est interdite.

Dans le cadre de la surveillance de son plan d'eau, l'exploitant prend les mesures adéquates en matière de lutte contre les espèces exotiques envahissantes dans le respect des modalités prévues par le Conservatoire Botanique National des Pyrénées et Midi-Pyrénées et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie au préalable de toute action.

L'exploitant est notamment tenu de signaler toute présence d'ambrosie à l'aide de la plateforme nationale dédiée à cet effet : www.signalement-ambrosie.fr

Le cas échéant, il prend des mesures correctives: tondre, faucher, broyer, arracher manuellement les surfaces le permettant, pratiquer l'éco-pâturage.

Article 7.3 - Vidange

Toute opération de vidange est surveillée de manière à garantir la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Tout incident sera immédiatement déclaré à l'administration.

Le service en charge de la police de l'eau (ddt-lacs@gers.gouv.fr) et l'office français de la biodiversité (sd32@ofb.gouv.fr) sont informés au moins quinze (15) jours à l'avance de la date du début de la vidange et de la date du début de la remise en eau.

La vidange est interdite si au moins une des conditions suivantes est vérifiée :

- vigilance jaune émise sur le tronçon Vigicrues "Gimone-Save" (anticipation de crue à 24h):

<https://www.vigicrues.gouv.fr/niv2-bassin.php?CdEntVigiCru=25>

- cote supérieure à 0,20 m à Maubec (consulter "cote station en temps réel" dans Vigicrues):

<https://www.vigicrues.gouv.fr/niv3-station.php?CdEntVigiCru=25&CdStationHydro=O284000101&GrdSerie=H&ZoomInitial=1>

- risque de crue sur la Gimone constaté sur le terrain

- alerte pluie APIC affichée sur St Georges ou communes limitrophes:

alertes localisées de pluies intenses consultables sur APIC (à quelques heures): <https://apic-vigicruesflash.fr/?mode=apic&area=fr>

L'exploitant planifie l'intervention de vidange en respectant l'ensemble de ces obligations.

Afin de ne pas modifier l'état écologique du ruisseau sans nom à 50 m à l'aval de la retenue, affluent de la Gimone (code masse d'eau FRFR211), située à environ 1000 m en aval, de ne pas remettre en cause les objectifs de qualité du cours d'eau établi au SDAGE en vigueur, de ne pas provoquer de trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux ou à la conservation du poisson, toutes les dispositions sont prises, notamment lors de vidange, pour pouvoir :

- limiter le départ de matières en suspension (vases) : des dispositifs limitant les départs de sédiments (filtres à pouzzolane, filtre à paille ou autres dispositifs) sont mis en place lors de la vidange, et correctement dimensionnés, afin d'assurer la qualité minimale des eaux fixée ci-avant. Après la vidange, les vases et sédiments piégés dans un bassin de décantation et/ou au droit des dispositifs choisis, sont évacués et en aucune manière laissés aux abords du plan d'eau.

- récupérer et éliminer les espèces indésirables, non autochtones et invasives listées:
 - a) en annexe II-1, II-2 et II-3 de l'arrêté du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;
 - b) dans l'arrêté du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;
 Ainsi que les Élodées dense et crépue, la Crassule de Helms, et la lentille d'eau minuscule pour lesquelles il convient de limiter la propagation ;
 - c) les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques dans les eaux visées à l'article R.432-5 du code de l'environnement, dont l'introduction est, de ce fait, interdite (notamment le Poisson-chat commun, la Perche soleil et l'Épirine lippue, espèce non autochtone pour laquelle il convient de limiter la propagation).

L'exploitant opère une inspection complète de la retenue et de l'ensemble des organes fonctionnels lors de l'assec du plan d'eau.

Le compte-rendu de l'inspection est joint au carnet de suivi et transmis au service en charge de la police de l'eau (ddt-lacs@gers.gouv.fr).

Tout désordre, de l'ouvrage ou partie d'ouvrage, constaté fait l'objet d'une programmation de travaux pour lesquels une demande est également adressée au service en charge de la police de l'eau (ddt-lacs@gers.gouv.fr). Ces travaux ne peuvent être entrepris sans l'accord du service instructeur.

La vitesse d'écoulement des eaux de vidange dans le fossé récepteur est limitée à 1 m/s afin de limiter les phénomènes d'érosion de celui-ci.

Tout curage du fond du plan d'eau est soumis aux prescriptions de l'article suivant.

Article 7.4 - Curage

Le curage doit être considéré comme de l'entretien courant. Les travaux de curage ne doivent pas conduire à une augmentation de la surface et ni du volume du plan d'eau actés au présent arrêté.

L'épandage des boues issues du curage est réalisé sur les parcelles du même bassin versant que le plan d'eau à une distance minimale de 35,00 m de tout écoulement (cours d'eau, fossé ...).

L'exploitant est propriétaire des parcelles recevant les boues issues du curage, ou à défaut justifie d'une autorisation écrite du(es) propriétaire(s).

Le service en charge de la police de l'eau (ddt-lacs@gers.gouv.fr) et l'Office français de la Biodiversité (sd32@ofb.gouv.fr) sont informés au moins quinze (15) jours à l'avance de la date du début des travaux de curage et à leur achèvement.

Dans le cas où l'ouvrage n'est pas en assec naturel et qu'une vidange préalable au curage est nécessaire, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 8.3.

Article 7.5 - Dossier de l'ouvrage – cahier de suivi – transmission des informations.

Article 7.5.1 - Dossier de l'ouvrage

L'exploitant constitue et tient à jour un dossier contenant:

- a) tous les documents relatifs à l'ouvrage permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service.

Ce dossier comprend notamment les documents :

- d'autorisation de l'ouvrage (dossier considéré complet et recevable par l'administration, description technique, plans, arrêté préfectoral) ;
 - de situation de l'ouvrage, y compris plans de récolement ;
 - de travaux ou interventions sur l'ouvrage ;
 - de surveillance et à l'exploitation de l'ouvrage.
- b) une description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances.

Article 7.5.2 - Cahier de suivi

Dès la mise en service de l'ouvrage, le titulaire de l'autorisation constitue et tient à jour un registre dit «Cahier de suivi du plan d'eau identifié n° délivré par le service police de l'eau».

Ce document chronologique indique les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et aux conditions météorologiques et hydrologiques et à l'environnement de l'ouvrage.

Article 7.5.3 - Visites et rapports de surveillance

Le titulaire de l'autorisation met en place un dispositif de surveillance et d'entretien adapté à la nature et aux dimensions de l'ouvrage, consistant en des visites de surveillance régulières (au moins trimestrielles), et consécutives à des événements particuliers. Ces visites portent notamment sur le contrôle de la végétation, l'entretien des accès et la vérification du bon fonctionnement des organes de sécurité.

Les visites de surveillance spécifiques diligentées après chaque événement météorologique exceptionnel (forte précipitation) ou autres événements particuliers indiqués dans les consignes donnent lieu à un compte rendu détaillé qui est intégré au cahier de suivi, et transmis au service en charge de la police de l'eau dans le mois suivant l'événement.

Article 7.5.4 - Déclaration des événements

Dès qu'il en a connaissance, le titulaire de l'autorisation déclare au préfet, les accidents, incidents ou tout événement ou évolution concernant l'ouvrage ou son exploitation, faisant l'objet de la présente autorisation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ou mettant en cause ou susceptible de mettre en cause, la sécurité des personnes ou des biens.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, l'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

TITRE 3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8 - Conformité au dossier et modifications

Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable est porté, avec tous les éléments d'appréciation et avant réalisation, à la connaissance du préfet.

Si le pétitionnaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 9 - Police des eaux – situation de crise

En application de l'article R.211-66 du code de l'environnement, le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements, existants ou à venir sans indemnité ou dédommagement de l'État, sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et notamment aux conditions de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse ou à un risque de pénurie.

Article 10 - Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

En cas d'inobservation des prescriptions applicables au plan d'eau ou en cas d'urgence et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'autorité administrative compétente met en œuvre des mesures de police administratives conformément au L.171-8 du code de l'environnement.

Article 11 - Cession et transfert

En cas de transfert de tout ou partie de la responsabilité de l'ouvrage visé à l'article 1 à une personne autre que celle(s) qui bénéficie(nt) du présent arrêté, le nouveau responsable doit en faire la déclaration au service de l'eau de la DDT dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage.

La cession de la présente autorisation ne peut être réalisée que conjointement avec le transfert de la propriété foncière (Section ZC parcelle n° 53 et section ZD parcelles n°38 et 66) supportant les ouvrages et, réciproquement le transfert de la propriété foncière (Section ZC parcelle n° 53 et section ZD parcelles n°38 et 66) implique le transfert du bénéfice de la présente autorisation.

Article 12 - Cessation d'activité - Remise en état

En application de l'article R.214-45 du code de l'environnement, la cessation définitive fait l'objet d'une déclaration par le pétitionnaire ou, à défaut, par le propriétaire auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive.

L'exploitant ou, à défaut, le propriétaire remet le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 181-3. Il informe le préfet de la cessation de l'activité et des mesures prises. Le préfet peut à tout moment lui imposer des prescriptions pour la remise en état du site.

Article 13 - Contrôles et sanctions

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès, à tout moment, aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, le titulaire de l'autorisation est passible des sanctions administratives prévues par les articles L.171-8 et suivants du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L.173-3 et suivants et R. 216-12 du même code.

Article 14 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 - Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations (dérogation à la destruction ou atteinte aux espèces protégées, urbanisme, etc.).

Article 16 - Indemnité

Conformément à l'article L. 214-4 du code de l'environnement, l'exploitant ne peut prétendre à aucune indemnité ni à un dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt de la gestion équilibrée de la ressource en eau, de la sécurité ou de la salubrité publique des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive, de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

Article 17 - Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Saint-Georges, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et sera tenue à la disposition du public.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet départemental de l'État pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 18 - Exécution

Mesdames et Messieurs le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Condom, le maire de la commune de Saint-Georges, le directeur départemental des territoires, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie du Gers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires,


Xavier VANT

10 MARS 2023

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut aussi faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal de Pau dans ce même délai.

Le défaut de réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois après sa réception fait naître une décision implicite de rejet. L'intéressé dispose alors, pour former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible sur le site internet : www.telerecours.fr.

Table des matières

Titre 1. OBJET DE L'ARRÊTÉ.....	2
Article 1 - Bénéficiaire de l'autorisation.....	2
Article 2 - Localisation, description et caractéristiques des ouvrages.....	2
Article 2.1 - Localisation du plan d'eau.....	2
Article 2.2 - Descriptif de la retenue.....	2
Article 2.3 - Remplissage de la retenue.....	3
Article 2.4 - Dispositif d'évacuation de crues.....	3
Titre 2. PRESCRIPTIONS, MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT EN PHASE CHANTIER ET EN EXPLOITATION.....	3
Article 3 - Bandes végétalisées.....	3
Article 4 - Mesures spécifiques au maintien de la vie aquatique et semi-aquatique.....	3
Article 5 - Prescriptions préalables à la réalisation des travaux.....	3
Article 6 - Prescriptions en phase chantier.....	4
Article 6.1 - Installations de chantier, parc de stationnement, stockage de matériaux et des produits polluants.....	4
Article 6.2 - Bétonnage.....	4
Article 6.3 - Eaux usées.....	4
Article 6.4 - Intervention d'urgence.....	4
Article 6.5 - Lutte contre les espèces exotiques envahissantes.....	5
Article 6.6 - Fin de chantier - remise en état des lieux.....	5
Article 6.7 - Certificat d'achèvement.....	5
Article 6.8 - Récolement.....	5
Article 7 - Prescriptions en phase exploitation.....	6
Article 7.1 - Prélèvement.....	6
Article 7.2 - Entretien et surveillance de l'ouvrage.....	6
Article 7.3 - Vidange.....	6
Article 7.4 - Curage.....	7
Article 7.5 - Dossier de l'ouvrage – cahier de suivi – transmission des informations.....	7
Article 7.5.1 - Dossier de l'ouvrage.....	7
Article 7.5.2 - Cahier de suivi.....	7
Article 7.5.3 - Visites et rapports de surveillance.....	8
Article 7.5.4 - Déclaration des événements.....	8
Titre 3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
Article 8 - Conformité au dossier et modifications.....	8
Article 9 - Police des eaux – situation de crise.....	8
Article 10 - Caractère de l'autorisation.....	8
Article 11 - Cession et transfert.....	8
Article 12 - Cessation d'activité - Remise en état.....	9
Article 13 - Contrôles et sanctions.....	9
Article 14 - Droit des tiers.....	9
Article 15 - Autres réglementations.....	9
Article 16 - Indemnité.....	9
Article 17 - Publication et information des tiers.....	9
Article 18 - Exécution.....	9

